

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-01 du 9 janvier 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump interdit l'acquisition d'actifs liés aux semiconducteurs pour des raisons de sécurité nationale
2. Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a rendu ses conclusions dans le cadre de l'enquête 301 sur les pratiques chinoises dans l'industrie des semiconducteurs

Climat – énergie – environnement

3. Le président D. Trump ordonne le retrait des Etats-Unis d'une soixantaine d'organisations internationales
4. Le Département de l'Energie annonce un accord énergétique historique entre les Etats-Unis et le Venezuela
5. Le Département de l'Intérieur annonce la suspension immédiate de toutes les concessions de projets éoliens offshore

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

6. La FDA publie deux lignes directrices finales sur les produits catégorisés « bien-être » et les logiciels d'aide à la décision clinique

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump interdit l'acquisition d'actifs liés aux semiconducteurs pour des raisons de sécurité nationale

Le 2 janvier 2026, D. Trump a interdit par [décret présidentiel](#) l'acquisition par la société HieFo des actifs de la société Emcore. Le décret présidentiel fixe un délai de 180 jours à la société HieFo pour désinvestir les actifs concernés, sauf prorogation accordée par le CFIUS. Cette décision a été prise sur le fondement de la Section 721 du *Defense Production Act of 1950*, à l'issue d'un examen conduit par le *Committee on Foreign Investment in the United States* (CFIUS), qui a estimé que la transaction présentait un risque pour la sécurité nationale des États-Unis.

La transaction interdite, datée à avril 2024, portait sur l'acquisition par HieFo, entreprise américaine du Delaware et contrôlée par un ressortissant chinois, des activités d'Emcore, entreprise américaine du New Jersey, relatives à la conception, la fabrication et la transformation de puces IA et de wafers, incluant notamment une unité de production, d'après un [communiqué](#) du département du Trésor.

Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a rendu ses conclusions dans le cadre de l'enquête 301 sur les pratiques chinoises dans l'industrie des semiconducteurs

2. Le Bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a rendu ses conclusions dans le cadre de l'enquête 301 sur les pratiques chinoises dans l'industrie des semiconducteurs

Le 23 décembre 2025, l'USTR a [publié](#) les conclusions de son enquête sur les pratiques chinoises dans le secteur des semi-conducteurs, ouverte depuis le 23 décembre 2024.

L'enquête établit que la Chine exerce un contrôle sur l'industrie des semi-conducteurs, ce qui porte ainsi atteinte au commerce américain, notamment par l'octroi d'avantages non marchands aux entreprises du secteur.

Néanmoins, l'USTR a décidé de n'instaurer aucun droit de douane additionnel pour une période de dix-huit mois. L'imposition d'un droit additionnel sera réévaluée le 23 juin 2027, sur la base d'un taux communiqué dans les trente jours précédent cette date. Dix-huit sous-positions tarifaires sont concernées.

Brèves

- Le 31 décembre 2025, la Maison-Blanche a publié une [proclamation](#) annonçant le report au 1er janvier 2027 de l'augmentation des droits additionnels sur les produits dérivés du bois (meubles rembourrés, les armoires de cuisine et les meubles-lavabos), initialement prévue au 1er janvier 2026. Le 29 septembre 2025, D. Trump avait annoncé une augmentation des droits de 25 % à 30 % pour les meubles rembourrés et de 25 % à 50 % pour les armoires de cuisine et les meubles-lavabos [Voir [Brèves sectorielles](#) du 3 octobre 2025]. Dans le cadre d'accords commerciaux, le Japon et l'Union européenne continuent de bénéficier d'un droit plafonné à 15 %, tandis que le Royaume-Uni bénéficie d'un droit plafonné à 10 %.
- Le 29 décembre 2025, l'USTR a publié les [conclusions](#) de son enquête sur les pratiques et la politique du Nicaragua en matière de respect du droit du travail, des droits de l'homme et de l'état de droit. L'enquête, lancée le 10 décembre 2024 au titre de la section 301 du Trade Act de 1974, établit que les pratiques du Nicaragua étaient déraisonnables et entraînaient le commerce américain. A l'issue de l'enquête, l'USTR a imposé un droit de douane progressif sur deux années – de 0% en janvier 2026 à 15% en janvier 2028 - sur tous les produits nicaraguayens non couverts par l'accord de libre-échange CAFTA-DR.
- Le 19 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) sept individus vénézuéliens pour leurs liens familiaux ou entrepreneuriaux avec Nicolás Maduro et son épouse.
- Le 30 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) cinq individus iraniens et un individu vénézuélien, ainsi que trois entités iraniennes et une vénézuélienne, pour leur participation au commerce d'armes entre l'Iran et le Venezuela.
- Le 31 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) quatre entités et quatre navires associés pour leurs activités dans le secteur pétrolier vénézuélien.

Climat – énergie – environnement

3. Le président D. Trump ordonne le retrait des Etats-Unis d'une soixantaine d'organisations internationales

Le président D. Trump a [signé](#) le 7 janvier un mémorandum présidentiel ordonnant le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales, conventions et traités internationaux jugés contraires aux intérêts nationaux, dont 31 entités des Nations-Unies. Parmi les organisations dont le retrait est annoncé figurent notamment la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ces décisions s'inscrivent dans la continuité du décret présidentiel du 4 février 2025 prévoyant un examen global des engagements internationaux américains. Les départements et agences fédéraux sont chargés de mettre en œuvre ce retrait dans les plus brefs délais, dans le respect du droit applicable. Le mémorandum précise que l'examen du soutien des États-Unis à d'autres organisations internationales se poursuit. La Fact Sheet associée [précise](#) qu'avec cette décision, le président Trump met fin « *à la participation des États-Unis à des organisations internationales qui sapent l'indépendance de l'Amérique et gaspillent l'argent des contribuables au profit d'agendas inefficaces ou hostiles* ».

4. Le Département de l'Energie annonce un accord énergétique historique entre les Etats-Unis et le Venezuela

Suite à l'[annonce](#) par le président D. Trump, le 6 janvier, d'un « deal énergétique » avec les autorités intérimaires du Venezuela, le Département de l'Énergie a [annoncé](#) le 7 janvier le lancement immédiat de la commercialisation du pétrole brut vénézuélien sur le marché mondial, d'un volume initial de 30 à 50 millions de barils, avec la mobilisation de grands négociants et des banques internationales. Le communiqué précise que les ventes se feront exclusivement par des canaux autorisés, conformément au droit américain et à leurs exigences de sécurité nationale, avec une levée ciblée des sanctions. Les États-Unis fourniront du pétrole léger pour optimiser la production du brut lourd vénézuélien et autoriseront l'importation d'équipements, de technologies et de services afin de moderniser le secteur pétrolier vénézuélien et relancer la production avec l'appui de partenaires américains et internationaux.

5. Le Département de l'Intérieur annonce la suspension immédiate de toutes les concessions de projets éoliens offshore

Le Département de l'Intérieur a [annoncé](#) le 22 décembre 2025 la suspension immédiate de toutes les concessions de projets éoliens offshore en construction aux États-Unis, en raison de risques pour la sécurité nationale identifiés par le Département de la Guerre. Le communiqué indique que ces projets pourraient perturber les systèmes radar en créant des interférences et de fausses cibles, notamment près des zones densément peuplées de la côte Est. La suspension vise à évaluer et, si possible, à atténuer ces risques afin de préserver la capacité des États-Unis à assurer la défense nationale.

Brèves

- La Maison Blanche a [annoncé](#) le 7 janvier la [publication](#) au registre fédéral de la décision définitive mettant fin aux règlements d'application de la National Environmental Policy Act (NEPA) pour les agences fédérales, édictés par le Conseil sur la qualité de l'environnement (CEQ). Les agences fédérales conserveront l'obligation d'appliquer la loi NEPA, mais avec leurs propres procédures, modernisées et simplifiées. L'article précise que cette réforme vise à accélérer la délivrance des autorisations de projets, réduire les lourdeurs administratives et faciliter les investissements dans les infrastructures et l'énergie, tout en maintenant les exigences légales de protection de l'environnement.
- Le 6 janvier 2026, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) l'octroi de 5,08 M\$ à 97 services locaux d'intervention d'urgence dans 26 États afin de renforcer la lutte contre les incendies de forêt. Ce financement, accordé dans le cadre du programme pilote « *Slip-on Tanker* », permet aux petites collectivités à risque d'équiper rapidement leurs véhicules existants pour la lutte contre les feux. L'initiative vise à améliorer la réactivité locale, protéger les populations et les infrastructures, et renforcer la coopération inter-agences face à des incendies de plus en plus destructeurs.
- Le 5 janvier 2026, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) un investissement de 2,7 Mds\$ sur dix ans pour relancer l'enrichissement de l'uranium aux États-Unis et réduire la dépendance aux fournisseurs étrangers. Ce financement vise à renforcer les capacités nationales de production d'uranium faiblement enrichi (LEU) et d'uranium faiblement enrichi à teneur élevée (HALEU), essentiels aux réacteurs actuels et futurs. Les entreprises American

Centrifuge Operating, General Matter et Orano Federal Services ont été sélectionnées, chacune recevant 900 M\$, pour fournir les services d'enrichissement et développer des technologies innovantes dans ce domaine.

- Le 31 décembre 2025, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) son intention de réglementer de nombreux usages de cinq phtalates (BBP, DBP, DCHP, DEHP et DIBP), jugés à risque déraisonnable pour les travailleurs et l'environnement. Les évaluations scientifiques de l'EPA concluent que certains usages industriels présentent des dangers, tandis que les expositions des consommateurs ne montrent pas de risque significatif pour la population générale.
- Le 31 décembre 2025, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) son intention de réglementer une douzaine d'usages industriels du 1,3-butadiène, un gaz utilisé dans la fabrication de pneus, peintures, adhésifs et autres produits. L'évaluation scientifique a identifié des risques déraisonnables pour la santé des travailleurs dans 11 contextes industriels spécifiques, pouvant entraîner leucémie, cancer de la vessie, anémie ou naissances à faible poids. L'EPA précise qu'aucun risque déraisonnable n'a été identifié pour l'environnement, les consommateurs et la population générale.
- Le 29 décembre, le président D. Trump a opposé, pour la première fois dans le cadre de son second mandat, son veto à deux projets de loi. Le [premier veto](#) concerne « *the Miccosukee Reserved Area Amendments Act* » qui autorise la tribu Miccosukee d'Indiens de Floride à occuper de manière permanente une zone du parc national des Everglades soumise à des inondations. Le texte indique que la zone n'a jamais été autorisée à être occupée et que le financement par les contribuables des travaux nécessaires à sa protection contre le risque d'inondation serait inapproprié. Le [second veto](#) du 29 décembre porte sur le projet de loi « *Finish the Arkansas Valley Conduit Act* », qui propose de modifier les obligations de remboursement de l'État d'Arkansas en allongeant la période de 50 à 75 ans et en réduisant de moitié les taux d'intérêt. Selon le communiqué, ce texte prolongerait les politiques inefficaces du passé, en faisant peser sur les contribuables fédéraux des coûts encore plus importants pour un projet local que les collectivités locales devaient initialement financer elles-mêmes.

Transport et infrastructure

Brèves

- Le secrétaire du Département des Transports (DoT), Sean P. Duffy, et l'administrateur de l'administration fédérale de l'aviation (FAA), Bryan Bedford, ont [annoncé](#) le 5 janvier l'attribution de contrats pour de nouveaux radars dans le cadre de la modernisation du système de navigation aérienne américain. Ces contrats ont été attribués à RTX et Indra, et contribueront à remplacer jusqu'à 612 radars d'ici juin 2028. Les remplacements sont prévus pour commencer ce trimestre et se dérouleront de manière continue, en privilégiant les zones à forte fréquentation.

Industrie

Brèves

- Le 5 janvier 2026, le conglomérat automobile chinois Geely a [révélé](#) lors de l'édition 2026 du Consumer Electronics Show (CES) son intention d'entrer sur le marché américain des véhicules électriques. Une annonce officielle est attendue dans les 24 à 36 mois et concernerait ses marques haut de gamme Zeekr et Lynk & Co, ciblées pour ce marché. Le groupe a suggéré une utilisation potentielle de l'usine Volvo qu'il détient en Caroline du Nord pour une production locale des véhicules. En réaction, le sénateur de l'Ohio, Bernie Moreno, s'est fermement [opposé](#) à l'expansion de groupes automobiles chinois sur le marché des Etats-Unis : « No Chinese cars in America and definitely no Trojan horses ».
- Le 7 janvier 2026, la compagnie aérienne Alaska Airlines a [annoncé](#) la plus importante commande d'avions de son histoire auprès du groupe Boeing. Le contrat, estimé à plus de 15 Md\$, prévoit l'achat de 110 appareils, dont 105 Boeing 737-10 et 5 Boeing 787-10, avec une livraison prévue jusqu'en 2035. Le groupe a également sécurisé des droits d'achat pour 35 Boeing 737 supplémentaires. Dans la lignée de la récente acquisition de Hawaiian Airlines en 2024, cette transaction s'inscrit dans le cadre d'un plan ambitieux de croissance de la compagnie pour soutenir son expansion vers l'Europe et l'Asie, tout en modernisant sa flotte.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 8 janvier 2026, la société de capital-investissement franco-américaine L Catterton a [annoncé](#) avoir conclu un accord pour acquérir une participation majoritaire au sein de Good Culture, une marque américaine de produits laitiers. La transaction, qui valorisera l'entreprise à plus de 500 M\$, vise l'accélération de l'expansion nationale de la marque, l'augmentation de ses capacités de production pour répondre à la demande croissante, et le soutien à l'innovation au-delà de ses produits phares autour du cottage cheese.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- L'USDA a relevé ses [prévisions](#) d'exportations agricoles américaines pour l'année fiscale 2026 à 173 Md \$, contre une estimation initiale de 169 Md \$ lors de la projection d'août. Pour l'année fiscale 2025, les exportations s'étaient élevées à 175,6 Md \$. Cette révision à la hausse des prévisions de 2026 s'explique notamment par la conclusion de nouveaux accords commerciaux. Les exportations agricoles vers la Chine sont ainsi réévaluées à 12 Md \$ soit une hausse de 3 Md \$ comparé à août. Elles demeurent toutefois nettement inférieures au niveau record de 36 Md \$ enregistré en 2022. S'agissant du soja, malgré l'engagement pris par la Chine d'acheter 87 M t sur quatre ans, l'USDA prévoit des exportations de 44,5 M t en 2026 soit un recul de 11,5 M t par rapport à 2025. Les exportations vers l'Union européenne sont quant à elles revues à 14,1 Md \$ soit une contraction de 0,8 Md \$ comparé à août. Enfin, les importations agricoles américaines sont anticipées à 210 Md \$ contre 210,5 Md \$ en août, ce qui conduit à une réduction du déficit commercial agricole américain pour l'année fiscale 2026, désormais estimé à 37 Md \$, contre 41,5 Md \$ en août.
- L'administration Trump a [publié](#) la répartition des montants du *Farm Bridge Assistance Program* (FBA), le plan de soutien de 11 Md \$ destiné aux agriculteurs de grandes cultures. Les

paiements seront calculés en fonction du nombre d'hectares cultivés en 2025 et des coûts de production des cultures. Les agriculteurs recevront ces fonds d'ici fin février 2026. Les producteurs de riz et de coton bénéficieront des taux les plus élevés (respectivement 330 \$ et 290 \$ par hectare) alors que les producteurs de grandes cultures d'exportation telles que le maïs et le soja percevront des montants plus faibles (respectivement 110 \$ et 76 \$ par hectare). D'après une [étude](#) de L'American Farm Bureau Federation, sur les 11 Md \$ d'aide, 4,3 Md seront attribués aux producteurs de maïs, 2,5 Md aux producteurs de soja, 1,9 Md aux producteurs de blé et 942 M aux producteurs de coton. Le reste sera destiné aux paiements des autres grandes cultures.

- Le [rapport](#) 2024 sur la sécurité alimentaire des ménages, publié par l'USDA, indique que le taux d'insécurité alimentaire a augmenté de 0,2 point par rapport à 2023, atteignant 13,7 % des ménages américains. Le rapport souligne également une hausse du nombre d'enfants vivant dans des foyers en situation d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, en septembre, l'USDA a annoncé son intention de mettre fin à cette enquête annuelle sur la faim, estimant que ces études étaient devenues « redondantes, coûteuses, politisées et superflues ».

Numérique et innovation

Brèves

- Le 20 décembre, la Maison-Blanche a [publié](#) un mémorandum présidentiel intitulé « **Gagner la course à la 6G** », demandant à l'administration d'étudier la réaffectation de certaines bandes de fréquences fédérales vers des usages commerciaux liés à la 6G, en particulier la bande 7,125–7,4 GHz, ainsi que d'autres bandes (2,69–2,9 GHz et 4,4–4,94 GHz), sous réserve du respect des impératifs de sécurité nationale. Le texte charge également l'exécutif de défendre ces orientations dans les enceintes internationales, notamment lors de la Conférence mondiale des radiocommunications de 2027, en faveur d'une harmonisation internationale des bandes dédiées à la 6G.
- Le 22 décembre, Alphabet, maison mère de Google, a [annoncé](#) l'acquisition de la société Intersect, spécialisée dans les solutions d'infrastructures énergétiques et de centres de données, et investie dans la construction de plusieurs data centers. L'opération s'élèverait à 4,75 Md\$.

- Le 24 décembre, Groq, société américaine spécialisée dans les puces dédiées à l'inférence des modèles d'IA (phase d'exécution des modèles une fois entraînés), a [annoncé](#) un partenariat stratégique avec Nvidia. L'accord prévoit une licence non exclusive de la technologie d'inférence de Groq, ainsi que l'intégration de plusieurs dirigeants et ingénieurs clés de Groq — dont son fondateur Jonathan Ross — au sein de Nvidia. Selon la [presse](#), la valeur de l'accord pourrait atteindre 20 Md\$, ce qui en ferait la plus importante opération jamais conclue par Nvidia. Lors de son dernier tour de table, Groq était valorisée 6,9 Md\$.
- Le 29 décembre, Meta a [officialisé](#) l'acquisition de Manus AI, une entreprise chinoise spécialisée dans l'IA agentique (systèmes d'IA capables d'agir de manière autonome), pour un montant estimé à plus de 2 Md\$. La société continuerait d'opérer depuis Singapour. Selon la [presse](#), l'opération resterait soumise à l'approbation des autorités chinoises.
- Le 6 janvier, xAI, laboratoire de modèles d'IA fondé par Elon Musk, a [annoncé](#) une levée de fonds de série E de 20 Md\$, portant la valorisation de l'entreprise à près de 230 Md\$. Ce nouveau tour de table aurait mobilisé des investisseurs existants, dont Valor Equity Partners et le fonds saoudien MGX, ainsi que Nvidia et Cisco. Dans son communiqué officiel, l'entreprise indique que ce financement servira à poursuivre le déploiement de son infrastructure et à élargir l'accès à ses modèles, précisant que ceux-ci compteraient désormais environ 600 millions d'utilisateurs actifs mensuels sur l'ensemble de ses plateformes.

Santé

6. La FDA publie deux lignes directrices finales sur les produits catégorisés « bien-être » et les logiciels d'aide à la décision clinique

Le 6 janvier, la Food and Drug Administration (FDA) a publié deux lignes directrices finales visant à clarifier (i) sa politique de conformité applicable aux produits dédiés au "bien-être" à faible risque et (ii) son interprétation des critères légaux permettant d'exclure certains logiciels d'aide à la décision clinique (*clinical decision support (CDS)*) de la définition de "dispositif" médical et donc des mesures de contrôle de la FDA.

La première ligne directrice [rappelle](#) que la FDA n'entend pas contrôler les produits dédiés au « bien-être » à condition que (i) leur finalité soit exclusivement une finalité de « bien-être » et (ii) leur profil de risque soit faible. Le texte précise notamment que certaines technologies destinées à être portées par les consommateurs (*wearables*) et utilisant des capteurs non invasifs (e.g. optique) peuvent estimer des paramètres physiologiques (pression artérielle, glucose, etc.) à condition que leur usage demeure limité au « bien-être » du consommateur et qu'ils ne se substituent pas à des dispositifs autorisés, ne guident pas d'action clinique, et n'imitent pas des valeurs cliniques sans validation. À l'inverse, le texte exclut de la catégorie "bien-être" les produits dont l'étiquetage ou la communication visent une finalité clinique (diagnostic, seuils, alertes/actions médicales, mention de "*clinical grade*", etc.), tout en admettant des notifications génériques invitant à consulter un professionnel sous conditions strictes (sans nommer de maladie, sans seuils cliniques, sans recommandations de traitement, sans monitoring continu). Enfin, la FDA explicite un test "faible risque" : un produit sort du champ s'il est invasif, implanté, ou s'il met en œuvre une technologie/intervention présentant des risques sans contrôles (ex. laser/radiations).

Dans la seconde ligne directrice, la FDA [précise](#) que certains logiciels d'aide à la décision clinique peuvent être aussi exclus de la définition des « dispositifs » si quatre critères sont satisfaits : le logiciel ne doit pas acquérir ou analyser des images ou des signaux ; il doit afficher, analyser ou imprimer des informations médicales ; il doit soutenir ou proposer des recommandations à un professionnel de santé ; et il doit permettre à ce professionnel de réviser indépendamment la base de ces recommandations, de sorte qu'il ne soit pas attendu qu'il s'y fie "principalement" pour décider. Le texte détaille surtout l'exigence de transparence (critère 4) : le logiciel (ou son étiquetage associé) doit fournir, en langage clair, des éléments suffisants sur les sources et la validation, afin de soutenir le jugement clinique.

Brèves

- Le 7 janvier, le géant pharmaceutique américain Eli Lilly a [annoncé](#) son acquisition de l'entreprise de biotechnologies Ventyx Biosciences. Basée à San Diego, cette dernière se spécialise dans le développement de thérapies orales pour les maladies inflammatoires. Le montant de la transaction devrait atteindre environ 1,2 Md \$ selon le communiqué d'Eli Lilly.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)